

Économie canadienne

pose la mauvaise gestion de la Commission de l'assurance-chômage. La loi comporte des incitations à ne pas travailler et il faut les supprimer. Il est très important d'établir une distinction entre un programme d'assurance et un programme de bien-être social où les cotisations ne constituent qu'une autre forme de taxation.

Il faudrait examiner ce programme de plusieurs milliards de dollars dans le cadre des politiques sociales de tous les ministères et l'intégrer à ces politiques. Il faut d'abord chercher le moyen le plus efficace d'aider les personnes sans emploi, la meilleure façon de les faire vivre avec la collaboration de tous les organismes intéressés et de leur trouver du travail le plus rapidement possible.

Les Canadiens sont de plus en plus nombreux à se rendre compte qu'il importe de se préoccuper de la qualité de vie dans leur pays. S'il est essentiel pour notre bien-être que le Canada connaisse une croissance économique suffisante pour répondre aux besoins de ses citoyens, nous devons cesser de croire que plus une entreprise est grande, meilleure elle est. Importance n'est pas nécessairement synonyme de progrès; sinon, pourquoi le Canada serait-il aux prises avec tant de problèmes sociaux après avoir connu une génération de prospérité matérielle?

● (2020)

Pourquoi cinq millions de Canadiens vivent-ils en-dessous du seuil de la pauvreté? Pourquoi assiste-t-on à une telle vague de violence criminelle? Pourquoi tant de gens doivent-ils se réfugier dans l'alcool et la drogue pour s'évader de la réalité? Pourquoi jugent-ils nécessaire de fuir les réalités de la vie dans un des pays les plus beaux et les plus nantis du monde? Nous devons insister sur nos valeurs et nos possibilités pour donner un plus grand sens à la vie au Canada.

Les politiques gouvernementales doivent tenir compte du fait que chaque Canadien n'est pas simplement un rouage du système économique. Par le passé, les villes devaient accorder la priorité aux aspects purement matériels des services municipaux, mais maintenant elles doivent insister sur ceux qui permettront aux gens de s'épanouir. Nous devrions surtout exiger des politiques qui se fondent sur ce principe et qui permettent aux Canadiens de vivre, dans la dignité, une vie pleine de sens et de responsabilités. De l'enfance à l'âge adulte, chaque personne devrait pouvoir profiter pleinement de la vie. Il faut nous persuader que la justice sociale s'impose pour donner à chaque Canadien le sens de l'initiative et de l'entreprise individuelles.

Il faut s'intéresser au progrès social, trop longtemps négligé, et commencer par bien comprendre ce que peut être une existence véritablement humaine et spirituelle. C'est à cause de notre indifférence passée que tant de gens sont maintenant en proie à des troubles psychiques. Les considérations humanistes et spirituelles doivent devenir primordiales.

Le gouvernement ne peut légiférer un mode de vie valable, mais il peut entreprendre des programmes destinés à faciliter les choses. Il est absolument urgent de mettre de l'ordre dans tout ce fatras de programmes qui se chevauchent les uns les autres.

Il faudrait réviser les politiques à l'égard des personnes âgées pour leur permettre de vivre une vie plus dense. On a toujours besoin de croire en sa valeur personnelle, mais la société a une tendance à dévaloriser les personnes âgées. Beaucoup d'entre elles ont le sentiment de perdre leur identité et il ne suffit pas d'y remédier par des mesures

[M. Elzinga.]

matérielles. Il faudrait des efforts plus positifs pour les aider à garder leur identité bien à eux.

Il ne faut pas confondre justice sociale et socialisme ou État providence, car se sont des notions totalement différentes, monsieur l'Orateur. N'allez pas croire que les socialistes ont le monopole de la compassion. En fait, j'ai remarqué une chose chez eux, c'est que leur compassion est directement proportionnelle à leur éloignement de l'objet de leur compassion et de ses sources de financement d'aide. Leur enthousiasme n'a pas de bornes dès qu'il s'agit de distribuer les deniers publics à des pays étrangers ou pour les fins de projets merveilleux comme Petro Canada, mais il se nuance quelque peu dès qu'il est question de verser des capitaux privés à des particuliers canadiens. Du moment qu'il s'agit de deniers publics, leur générosité est sans limites, mais surtout que l'on ne touche pas à leur bourse. Pour ma part, je regrette que ces sentiments de compassion aient été étouffés par l'expansion de l'État au fil des ans, au point que les Canadiens s'attendent à ce que l'État s'occupe de tout, puisqu'il est maintenant partout. Il faut que nous adoptions une politique qui tendrait à mettre l'État à sa place, qui est de servir l'individu, et non le contraire.

Le socialiste est celui qui croit détenir toutes les réponses. En fait, il pense savoir ce qui est le mieux pour un particulier même plus que ce particulier lui-même. Il se dévoue à la cause d'une domination totale de l'économie par l'État et il croit que l'État devrait détenir ou tout moins contrôler tous les capitaux productifs. C'est ce qu'il appelle la «propriété publique» ou le «bien du peuple». Belles formules en vérité, monsieur l'Orateur, mais posons cette question aux socialistes: sommes-nous propriétaires d'Air Canada ou des Postes? Bien sûr que non. Nul n'est propriétaire de ces organismes, à moins que ce ne soient les ministres et leurs fonctionnaires qui contrôlent les finances—finances que vous et moi, contribuables, alimentons. Il est vrai que l'État providence possède un immense avantage politique, et qu'il constitue le meilleur camouflage de l'injustice la plus élémentaire. Il est immunisé contre la critique. Mais souvenons-nous de ce que disait Lénine.

L'Orateur suppléant (M. Turner (London-Est)): Je suis désolé d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé. Il peut toutefois poursuivre avec le consentement unanime de la Chambre. Y-a-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

M. Elzinga: Je remercie les députés de bien vouloir me laisser poursuivre.

Rappelons-nous la déclaration de Lénine. Pour détruire la classe moyenne, disait-il, il faut l'écraser entre la fiscalité et l'inflation. C'est exactement ce que fait le gouvernement. Devant les politiques mal conçues qu'il nous présente, je comprend de mieux en mieux chaque jour qu'il n'a pas de solution valable aux problèmes du pays. Trop souvent il cède à la facilité, opte pour des mesures de circonstances alors qu'il faudrait une action solide à long terme. Il est grand temps de remettre à l'honneur dans la conception de nos politiques nationales, les idéals et les principes.

Des voix: Bravo!

[Français]

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur le président, l'honorable député de Richmond (M. Beaudoin) nous a encore donné l'occasion de parler de deux questions d'ordre économique, et qui sont d'un grand intérêt pour le Canada et pour tout le monde, savoir l'inflation et le chômage.